

# LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE

**L'international en débat**

Revue trimestrielle  
publiée par l'Institut  
de relations internationales  
et stratégiques (IRIS)

**77** printemps 2010

  
**ARMAND COLIN**

# La revue internationale et stratégique

**Directeur de la publication** / Pascal Boniface

**Rédactrice en chef** / Marie de Jerphanion

**Secrétaire de rédaction** / Maeva Morin

## **Comité de lecture** /

Didier Billion  
Pascal Boniface  
Jacques Boyon  
Jean-Yves Camus  
Robert Chaouad  
Barthélémy Courmont  
Thierry Coville  
Laure Delcour  
Olivier Guillard  
Philippe Hugon  
François-Bernard Huyghe  
Charlotte Lepri  
Fabio Liberti  
Sylvie Matelly  
Jean-Pierre Maulny  
Barah Mikail  
Richard Wolsztynski

# Contents

## Other look

- 9 The Photograph does not Change History, but its Subjects / Interview with Reza

## Insights

- 19 Health, a Real International Issue / Roselyne Bachelot-Narquin  
25 The New Medical Migration Flows / Jean-François Nys  
37 Tunisia after the 2009 Elections / Sophie Bessis  
45 Lebanese-Syrian Rapprochement: Normalization Upset / Elisabeth Meur  
55 Obama's Agenda for Africa: a Semblance of Change? / Constance Desloire

## Special feature

### The Foreign Policy of Nicolas Sarkozy: Rupture or Continuity

- 65 Editorial / Pascal Boniface  
71 A Change of Style, Methods and Goals / Xavier Bertrand  
77 Nicolas Sarkozy is Everywhere, France is Nowhere / Interview with Jean-Christophe Cambadélis  
87 The Main Objectives of President Sarkozy at the International / Charles Cogan  
93 The Pragmatism in Foreign Policy: Strength or Weakness? / Bruce Crumley  
101 Courageous Commitments and Guilty Silence on Human Rights / Jean-Marie Fardeau  
109 The Defense Policy of France / Jean-Pierre Maulny  
115 An International Economic Policy between Liberalism and Interventionism / Sylvie Matelly  
121 The American Paradox of President Sarkozy / Charlotte Lepri  
129 Nicolas Sarkozy and Russia, or the Triumph of Realpolitik / Arnaud Dubien  
133 The Franco-Chinese relations : between Normality and Disaccord / Jean-Vincent Brisset  
139 Asia: Large Neglected Foreign Policy of President Sarkozy / Olivier Guillard  
145 A "Pragmatic Diplomacy" to the Limited Effects in the Middle East / Barak Mikail  
151 The France, Israel and French Jews / Jean-Yves Camus  
157 Nicolas Sarkozy and Turkey: a Double Break / Didier Billion  
163 Where are We with "Françafrique"? / Philippe Hugon  
169 The French "come back" in the EU Process? / Fabio Liberti  
175 Perception and Impact of French Defense Policy in the United Kingdom / Bruno L.G. Carré  
181 A Franco-German Couple looking for Joint Projects / Jacques-Pierre Gougeon  
187 Improvement of Relations between France and Italy / Alberto Toscano

## On the bookshelves

- 193 Review Article  
199 New Publications  
223 The Quarterly of International Relations Journals  
229 IRIS-Events and Publications

# Sommaire

7     Éditorial / Pascal Boniface

## **Autre regard**

9     La photographie ne change pas l'Histoire, mais ses acteurs /  
Entretien avec Reza

## **Éclairages**

19    La santé, un véritable enjeu international / Roselyne Bachelot-Narquin

25    Les nouveaux flux de migrations médicales / Jean-François Nys

37    La Tunisie après les élections de 2009 / Sophie Bessis

45    Rapprochement libano-syrien : une normalisation contrariée /  
Élisabeth Meur

55    La politique africaine d'Obama : un semblant de rupture? /  
Constance Desloire

## **Dossier**

### **La politique étrangère de Nicolas Sarkozy Rupture ou continuité ?**

65    Éditorial / Pascal Boniface

71    Un changement de style, de méthodes et d'objectifs / Xavier Bertrand

77    Nicolas Sarkozy est partout, la France est nulle part /  
Entretien avec Jean-Christophe Cambadélis

87    Les grands axes de la présidence Sarkozy à l'international /  
Charles Cogan

93    Le pragmatisme en politique étrangère : force ou faiblesse? /  
Bruce Crumley

101   Engagements courageux et coupables silences autour des droits de  
l'homme / Jean-Marie Fardeau

109   Nicolas Sarkozy et la politique de défense de la France /  
Jean-Pierre Maulny

115   Une politique économique internationale entre libéralisme et  
interventionnisme / Sylvie Matelly

121   Le paradoxe américain du président Sarkozy / Charlotte Lepri

129   Nicolas Sarkozy et la Russie, ou le triomphe de la *Realpolitik* /  
Arnaud Dubien

- 133 Les relations franco-chinoises : entre normalité et brouille /  
Jean-Vincent Brisset
- 139 L'Asie, grande négligée de la politique étrangère du président Sarkozy? /  
Olivier Guillard
- 145 Une « diplomatie du pragmatisme » aux effets limités au Moyen-Orient? /  
Barah Mikail
- 151 La France, Israël et les juifs français / Jean-Yves Camus
- 157 Nicolas Sarkozy et la Turquie : une double rupture / Didier Billion
- 163 Où en est-on de la « Françafrique »? / Philippe Hugon
- 169 Le « retour » de la France dans le processus européen? / Fabio Liberti
- 175 Perception et impact au Royaume-Uni de la politique de défense française /  
Dr Bruno L.G. Carré
- 181 Un couple franco-allemand en quête de projets communs /  
Jacques-Pierre Gougeon
- 187 Embellie des relations entre la France et l'Italie / Alberto Toscano

## **En librairie**

- 193 Lecture critique
- 199 Nouveautés
- 223 Le trimestre des revues de relations internationales
- 229 Les activités de l'IRIS

# Nicolas Sarkozy est partout, la France est nulle part

Entretien / Jean-Christophe Cambadélis

Député et secrétaire national du Parti socialiste  
à l'Europe et aux relations internationales

PASCAL BONIFACE ET MARIE DE JERPHANION  
– *Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, constate-t-on des changements importants en matière de politique étrangère ? Malgré les alternances politiques, la diplomatie française s'inscrit-elle dans une certaine continuité, ou, au contraire, Nicolas Sarkozy opère-t-il une rupture ?*

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Nicolas Sarkozy a construit sa politique étrangère sur un présupposé selon lequel nous étions, après la chute du Mur de Berlin, dans une phase de victoire du monde occidental. Et, en définitive, pour lui cette victoire du monde occidental marquait un tournant historique ; la France ne pouvait plus proposer une troisième voie entre les États-Unis et l'Union soviétique mais devait être à l'avant-garde du monde occidental. D'où

la nomination de Bernard Kouchner au poste de ministre des Affaires étrangères et européennes, qui correspondait bien à cet état d'esprit. Ce n'est pas non plus un hasard si André Glucksmann a salué la posture de Nicolas Sarkozy, ou si Pierre Lellouche est entré au gouvernement en tant que secrétaire d'État chargé des Affaires européennes.

Tout cela fait partie d'une certaine vision de la scène internationale, à partir de laquelle Nicolas Sarkozy a pris des décisions logiques. Il s'est rapproché des États-Unis, conduisant une politique beaucoup plus atlantiste que celle de Jacques Chirac, de Dominique de Villepin ou d'Alain Juppé – lorsqu'il était Premier ministre – et même de François Mitterrand en son temps. En ce sens, Nicolas Sarkozy a réalisé une rupture, la preuve en est le retour de la France dans le commandement intégré

de l'OTAN. Il a aussi perçu la possibilité pour la France d'accroître son *leadership* en Europe, notamment à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne au second semestre 2008, alors que Tony Blair laissait la place à Gordon Brown en Grande-Bretagne, et qu'Angela Merkel en Allemagne n'était pas encore dans une position de leader européen. Ainsi, sur tous les sujets, que ce soit les relations avec la Chine, la Russie, l'Iran ou les pays du Sud – en témoigne le discours de Dakar –, Nicolas Sarkozy s'est inscrit dans une logique de victoire de la civilisation occidentale, s'intégrant par là même au dispositif néoconservateur américain.

Mais, une série d'événements est venue mettre à mal cette vision des relations internationales : d'abord l'échec électoral de G. W. Bush et des néoconservateurs, puis la crise économique et financière, et, enfin, le constat que le monde occidental est une puissance, mais une puissance relative dans un monde qui devient multipolaire. La politique étrangère mise en place par Nicolas Sarkozy a donc perdu de sa force, s'est retrouvée comme un couteau sans lame. On peine aujourd'hui à percevoir l'orientation de la diplomatie française, elle semble sans objet et sans direction. Nicolas Sarkozy est partout, la France est nulle part. Il est visible, mais notre politique n'est pas lisible. En définitive, la politique étrangère de Nicolas Sarkozy marque une rupture, mais une rupture par rapport à son préjugé de départ.

***Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, la politique étrangère de la France se présidentialise-t-elle, avec un traitement des dossiers les plus***

***cruciaux directement par l'Élysée ? Y a-t-il un style Sarkozy en matière de politique étrangère ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Je n'ai pas le souvenir que sous le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand ou Jacques Chirac, la politique étrangère de la France fut moins présidentialisée. Mais des éléments nouveaux sont intervenus : on avait rarement vu un tel abaissement du ministre des Affaires étrangères et une telle importance des conseillers, Jean-David Levitte pour les relations internationales, Claude Guéant pour l'Afrique, voire pour les discussions avec la Syrie, court-circuitant le Quai d'Orsay, ou en tous cas son ministre. C'est assez étonnant.

On est passé du domaine réservé au domaine personnalisé. La marque, c'est Sarkozy; la France est secondaire. Je suis frappé de constater dans les discours du président l'usage abusif de la première personne du singulier – « j'ai été invité devant les ambassadeurs du Commonwealth », « j'ai dit à Barack Obama, comme hier j'avais dit à Bush... », « j'ai fait ».... Le « je » est un « je » de majesté, mais ne représente pas la France. Le général de Gaulle et François Mitterrand parlaient autrefois de la France; aujourd'hui Nicolas Sarkozy parle de lui.

Par ailleurs, il mène une politique de coups, une *speed diplomacy* où un coup chasse l'autre. On peut en l'espace de quelques années faire la leçon aux Chinois, annoncer une rencontre avec le Dalaï-Lama puis le faire recevoir par sa femme, se fâcher avec les Chinois, annoncer le boycott des Jeux olympiques, mais y être finalement présent... Ce qui compte ce n'est pas la cohérence, mais l'instant.

***L'image de la France s'en trouve-t-elle brouillée ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Oui. De manière générale la France agace. Dans le domaine diplomatique comme dans le domaine politique, elle croit en son universalisme et pense que, sur tous les sujets, elle a son mot à dire. Elle est prête à faire la leçon au monde entier. Ce qui n'est pas le cas de toutes les nations, qui souvent ont des choses à dire sur le plan régional, voire ponctuellement sur le plan international. Néanmoins, auparavant les positions françaises étaient lisibles, on connaissait ses prises de position ; on savait qu'elle ne souhaitait pas être inféodée à un bloc quel qu'il soit, ni voir son indépendance remise en cause, qu'elle était très sensible à la lecture de son passé, de son présent et de son avenir. Aujourd'hui, mes interlocuteurs me disent qu'ils n'arrivent pas à anticiper les positions de la France, car elle n'est pas fiable dans la continuité. Les changements d'angles et de tactiques sont constants. Un ambassadeur me faisait part, à l'occasion des négociations sur la taxation des bonus des traders, de sa difficulté à relayer auprès de son pays le positionnement français, alors que le président de la République peut refuser les mesures suggérées par l'opposition sur la taxation des traders à l'Assemblée nationale, et moins d'une semaine plus tard signer un accord sur la même base avec Gordon Brown. En définitive si les positions de Nicolas Sarkozy sont imprévisibles, c'est parce qu'il cherche en toute occasion à tirer au maximum profit de l'instant présent.

***Quelle est votre perception des principaux chantiers auxquels s'est attelé Nicolas Sarkozy : la***

***réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, le lancement de l'Union pour la Méditerranée...***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Nicolas Sarkozy a pensé devoir réintégrer le commandement intégré de l'OTAN en tentant de faire croire ou en croyant que les Américains accepteraient une défense européenne. On attend toujours un début d'action dans ce sens. Cela montre que cette décision n'a pas été pensée par rapport au monde, sur le long terme. Il en est de même pour l'Union pour la Méditerranée (UPM). On a commencé sans les Allemands, ce qui bien sûr les a fâchés. Par ailleurs, les Espagnols travaillaient déjà sur l'espace méditerranéen dans le cadre du processus de Barcelone, et Nicolas Sarkozy a lancé son projet comme si rien n'avait été fait avant lui, organisant un sommet à Paris, invitant toute la Méditerranée à venir lui serrer la main. Aujourd'hui le processus est en panne, et on a l'impression que le président s'en est désintéressé alors qu'il s'agit d'une question stratégique fondamentale. Sur ce dossier, c'est tout à la fois l'objectif de cette Union et la méthode d'action qui n'ont pas été pensés.

***Que pensez-vous de la position actuelle de la France sur le dossier iranien ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – La position de la France sur le dossier iranien est incompréhensible, au sens où on ne comprend pas pourquoi la France a pris la tête des pays les plus intransigeants vis-à-vis de l'Iran. Non seulement on l'a condamné verbalement, non seulement Nicolas Sarkozy a fait la leçon à Barack Obama à l'ONU, juste avant le sommet

de Pittsburgh de septembre 2009, non seulement la France a installé une base à *Abou Dhabi* en face de l'Iran pour faire face à on ne sait quelle menace d'invasion des Émirats, mais de plus, dès qu'un pas en avant pourrait être effectué, le président de la République envenime un peu les relations, comme s'il considérait qu'il n'est pas possible de négocier avec le régime iranien. Pour autant, il ne semble pas que l'on ait d'autre solution que la négociation, car à première vue les troupes françaises ne sont pas en état d'alerte pour intervenir en Iran au cas où les Iraniens refuseraient de se soumettre aux prises de position internationales.

Les prises de position françaises sur ce dossier procèdent d'une vision non expliquée, dans la mesure où aucun

société civile iranienne qui est extrêmement vivante comme l'ont montré les manifestations suite aux élections de juin 2009. La société iranienne est traversée et travaillée par différents courants et ne peut être considérée comme un bloc.

Le danger est aussi de retomber dans l'opposition classique entre chiites et sunnites. Ainsi, on a parfois l'impression que Nicolas Sarkozy tente vaguement de se poser comme le protecteur du monde sunnite face aux chiites au Machrek, comme le laissent penser ses nombreux voyages en Égypte, en Syrie ou en Arabie Saoudite. On est ainsi étonné de l'intransigeance française à l'égard de l'Iran, et perplexe sur la manière dont tout ceci se traduit en termes diplomatiques.

*Cette politique en pointillés, faite d'excitations épisodiques et d'absence sur le long terme est la marque de fabrique de la politique proche-orientale de Nicolas Sarkozy.*

débat n'a eu lieu à l'Assemblée nationale sur ce sujet, et où le président ne s'est pas exprimé. Il fait des points de presse, mais très peu de discours ou de conférences de presse internationales. Nicolas Sarkozy semble considérer le régime iranien comme un tout homogène sans contradictions et sans failles. Alors qu'évidemment, entre Hossein Moussavi, Hachemi Rafsandjani, Mohammad Khatami et le président du Parlement iranien Ali Larijani, il y a plus que des nuances. C'est aussi oublier la

#### *Et sur le conflit israélo-palestinien ?*

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – On est passé du trop-plein au trop peu. Le Proche-Orient est confronté à un risque de lassitude, c'est-à-dire le risque que tous les acteurs se lassent de la situation. Côté palestinien les progrès en faveur de la paix sont freinés par des conflits internes, et côté israélien par la constructions de colonies, des élections ou des attentats. Quand un des acteurs fait une avancée en faveur de la paix, l'autre ne suit pas. Cet équilibre dans le déséquilibre renforce l'idée que finalement personne ne veut s'en sortir parce que tout le monde trouve son compte dans cette guerre qui ne dit pas totalement son nom. Il faudrait un travail sérieux, déterminé et une vision claire de la politique que l'on souhaite conduire dans cette partie du monde. Or, Nicolas Sarkozy a été tout d'abord peu présent et a tenté de jouer la carte

de François Mitterrand, en se présentant comme l'ami d'Israël. Il s'est rendu à la Knesset et s'est montré en faveur de la création de deux États. Ensuite, il s'est fait plus silencieux, avant d'énormément se mobiliser lors de l'intervention israélienne à Gaza durant l'hiver 2008-2009. Les interventions de Nicolas Sarkozy n'ont à ce moment-là pas été très fructueuses, si ce n'est qu'elles ont favorisé la réintégration de l'Égypte dans le dispositif des négociations, même si elle n'en était pas tellement éloignée. Depuis, le président français ne se prononce plus sur le sujet. Cette politique en pointillés, en zigzags, faite d'excitations épisodiques et d'absence sur le long terme est la marque de fabrique de la politique proche-orientale de Nicolas Sarkozy.

#### ***Qu'en est-il de l'Afghanistan ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – C'est une autre illustration de cette politique. Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a affirmé que la France n'avait aucune vocation à être en Afghanistan. Et moins d'un an plus tard, il y envoie des troupes. Lorsque des soldats français y sont tués, il se montre défavorable à cette présence en Afghanistan, mais quand les Américains nous demandent un effort supplémentaire, il a tendance à leur accorder.

Plus fondamentalement se pose la question des raisons pour lesquelles la France est présente en Afghanistan. L'objectif est-il de détruire les bases arrière d'Al-Qaïda ? Dans ce cas, et alors que le commandement de l'OTAN dit qu'elles se sont déplacées au Pakistan, faut-il intervenir dans cet État ? Est-on favorable à un gouvernement d'union nationale associant les talibans et

Abdullah Abdullah ? Veut-on affaiblir les talibans pour les obliger à négocier ? Est-on passé d'une guerre contre Al-Qaïda à une guerre contre les talibans ? Le cas échéant, de quel droit alors qu'aucun mandat des Nations unies ne l'autorise ? Bref, on ne sait plus quel sens donner à cette intervention militaire, et l'allocation de Bernard Kouchner devant la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale n'a pas éclairé les députés sur les orientations qui allaient être prises. Nous avons proposé une conférence internationale qui rassemblerait à la fois le Conseil de sécurité, les pays donateurs de troupes ou de fonds, et les pays limitrophes, avec pour objectif un processus de paix, qui combinerait la mise en place d'un gouvernement d'union nationale rassemblant toutes les parties concernées et un plan de sortie de guerre. Il faut abandonner cette idée de faire de l'Afghanistan une démocratie. Cela ne doit pas être un objectif de la communauté internationale qui doit se concentrer sur la fin de la guerre civile et la paix entre les différents protagonistes. C'est ensuite au peuple afghan de se déterminer.

#### ***S'il n'y a plus de bases d'Al-Qaïda en Afghanistan ou qu'elles ne sont plus nuisibles pour le moment, l'OTAN n'a plus de raison d'y rester.***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Bien sûr, la seule raison c'est de faire avancer le pays vers la paix. Tant que la situation ne sera pas stabilisée, les talibans pourront toujours revenir au pouvoir. Le jour où le pays sera stable et où les talibans accepteront la rupture avec le terrorisme international, notre travail sera accompli. On aura sécurisé et stabilisé un pays en évitant qu'il devienne la

base arrière du terrorisme international. L'Afghanistan pourra choisir ses institutions comme il l'entend, sans qu'on y parachute la démocratie du haut de notre occidentalisme.

***Depuis l'élection de Barack Obama, est-ce que la relation franco-américaine a changé ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – On a l'impression que Nicolas Sarkozy est passé d'une position pro-Bush à une position anti-Obama. Il était reçu dans le ranch de Bush père, il ne ratait pas une occasion de féliciter Bush fils. Maintenant,

***On fait du franco-allemand sur tout. Ceci peut finir par agacer en Europe.***

sur tous les sujets, il est en contradiction avec Barack Obama. Ce dernier défend les intérêts de son pays, mais on a quand même globalement intérêt à ce qu'il réussisse. On devrait lui faciliter la tâche. Car quelle est l'alternative ? Le chaos ? Quand Barack Obama parle de la dénucléarisation, à quoi bon le critiquer sous prétexte que les Américains ont plus d'armes atomiques que les Français ? Pourquoi, au contraire, ne pas encourager les négociations en cours entre les États-Unis et la Russie, et indiquer que la France est disposée à entrer dans un monde dénucléarisé ? Cette position serait plus constructive que celle qui consiste à être constamment le poil à gratter de Barack Obama, et à systématiquement contester et chicaner. On peut s'opposer aux États-Unis quand il s'agit de l'intervention en

Irak, mais entretenir une petite guérilla médiatique n'a pas de sens.

***La chancelière allemande Angela Merkel a assisté à Paris à la commémoration, le 11 novembre 2009, de l'armistice de la Première Guerre mondiale. Est-ce la manifestation d'un renforcement du couple franco-allemand ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Suite à la présence de Nicolas Sarkozy aux célébrations de l'anniversaire de la chute du Mur de Berlin, la venue d'Angela Merkel à Paris pour le 11 novembre est une bonne chose. Symboliquement, c'est un geste fort, et il n'y a aucune raison de le critiquer. Simplement, après avoir voulu se passer de la présence de l'Allemagne au sein de l'Union pour la Méditerranée, Nicolas Sarkozy met l'Allemagne à toutes les sauces. On fait du franco-allemand sur tout. Ceci peut finir par agacer en Europe, car si l'on doit absolument préserver le couple franco-allemand, il convient également de construire un bloc européen et d'attirer un certain nombre d'autres pays sur nos positions. Par ailleurs, ce couple est basé sur un *statu quo* malsain, au sens où Angela Merkel ne dit rien sur le creusement du déficit français, pendant que Nicolas Sarkozy ne critique pas l'absence de véritable plan de relance allemand. Chacun se garde bien de critiquer la politique intérieure de l'autre. Or, on est confronté à une crise financière, économique et sociale majeure. Je trouve donc qu'il y a trop de franco-allemand là où il ne devrait pas y en avoir, et pas assez sur les sujets qui fâchent.

***La politique française en Afrique  
a-t-elle réellement changé ou peut-on  
toujours parler de Françafrique ?  
Comment la France est-elle perçue  
sur ce continent ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – En Afrique, indépendamment du discours de Dakar qui a fait beaucoup de dégâts, les protocoles d'accords sur les flux migratoires, qui essaient de responsabiliser les États d'où proviennent les migrants, ne sont guère appréciés.

La France aujourd'hui ne joue plus son rôle de grande puissance. Depuis le discours de Dakar, Nicolas Sarkozy est assez absent en Afrique. Là aussi, il n'a pas de stratégie, et s'y étant brûlé les doigts, il semble ne pas souhaiter y revenir et délègue le travail au secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant.

On pourrait passer en revue chaque pays du continent et se dire que notre diagnostic a été malheureux sur tel ou tel responsable local. Mais, si on se place d'un point de vue global, après avoir dit les yeux dans les yeux et sans complexe aux Africains qu'ils ont raté le tournant de la civilisation mondiale, Nicolas Sarkozy n'a plus de politique africaine. Quelle est la politique de la France ? Vise-t-elle à préserver son influence diplomatique ? À favoriser la croissance économique en Afrique pour éviter les flux migratoires ? À défendre les intérêts économiques français ? On n'en sait strictement rien. Tout ceci est confus, peut-être moins ostensiblement Françafrique qu'auparavant, mais on ne peut pas dire qu'on a assisté à une rupture politique. On pourrait même critiquer l'absence de politique africaine de la France, l'absence d'orientation. On peut, néanmoins, mettre au crédit du président de la République son passage

juste après son élection au Maroc, en Algérie et en Tunisie, tout ceci en moins de 48 heures. Mais, il fut si éclair que l'on en mesure guère les conséquences positives. Et puis il y a eu le fameux épisode de la libération otages en Libye, qui fut quand même assez grotesque.

***Nicolas Sarkozy déclarait durant  
sa campagne qu'il ne passerait  
pas sous silence les atteintes aux  
droits de l'homme au nom des  
intérêts économiques. Sa présidence  
marque-t-elle une avancée quant à la  
promotion par la France des droits de  
l'homme à travers le monde ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Il y a eu, comme souvent dans ces cas, beaucoup de mots et peu de faits. Cela est dû à l'absence de renouvellement de la doctrine française en matière de politique étrangère. Comment voit-on le monde ? Que veut-on faire ? On se trouve dans la bonne vieille géostratégie mâtinée de quelques intérêts économiques. Évidemment lorsque les intérêts économiques se manifestent, tout d'un coup les droits de l'homme disparaissent. Il faudrait donc mieux avoir une doctrine géopolitique. Par exemple je propose de nous centrer sur l'éco-co-stratégie, c'est-à-dire l'écologie, l'économie et la stratégie, éléments majeurs et moteurs de l'ensemble des relations internationales aujourd'hui. Parallèlement on peut dire que la France sera vigilante sur deux sujets essentiels pour elle, qui sont la manière dont chaque pays traite ses minorités et le fait que les libertés démocratiques soient respectées. À partir du moment où l'on affirme que notre objectif est de promouvoir les deux éléments d'économie et d'écologie qui intéressent la France et ses citoyens

et que l'on sera attentif sur ces deux sujets en matière de droits de l'homme, on ne prétend pas défendre toutes les libertés possibles et imaginables, en sachant qu'il faudrait le faire, mais que ce n'est pas possible. C'est une posture en laquelle plus personne ne croit, car elle n'a pas de réalité. Par moments cela est possible. François Mitterrand n'avait pas craint, en pleine guerre froide, d'inviter Sakharov à l'Ambassade de France en Russie, et à ce que je sache Nicolas Sarkozy n'a pas, en Chine, invité de dissidents chinois. Il fait la leçon de Paris, mais à Pékin il oublie son français. En définitive, Nicolas Sarkozy a adopté une position un peu trop électoraliste, cherchant à gagner quelques voix en soulignant la nécessité de mettre de la morale dans les relations internationales.

***Quels sont, à votre avis, les succès et les échecs de Nicolas Sarkozy ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Il convient de reconnaître que la présidence française de l'Union européenne a été honorable. Il ne faut pas la critiquer parce que Nicolas Sarkozy est au pouvoir et que nous sommes dans l'opposition. Il ne faut pas non plus la surestimer en faisant du président le *Superman* de l'Europe. C'est en grande partie Gordon Brown qui a initié le dispositif mis en place pour faire face à la crise financière. Il ne fallait pas être un génie pour comprendre qu'il fallait sécuriser les dépôts des épargnants, tirant ainsi les leçons de la crise de 1929. Cela a été fait avec une certaine énergie et c'est à mettre au crédit de Nicolas Sarkozy. Quant à la crise géorgienne, Nicolas Sarkozy a profité du fait que G.W. Bush ne pouvait pas agir en période électorale, pour faire jouer un rôle à l'Union européenne en

vue d'endiguer l'opération russe. Néanmoins, les Russes sont toujours sur place.

Mais Nicolas Sarkozy a gâché ce bilan honorable en faisant part de son souhait de rester président de l'Europe jusqu'en 2010, manifestant ainsi un certain mépris pour les Tchèques. Cela n'a pas facilité les relations avec le reste de l'Europe.

Ensuite, j'exercerais une critique globale et non ponctuelle sur la politique étrangère de Nicolas Sarkozy. Elle n'est pas lisible, on ne comprend pas où va la France, quelle est sa vision, pourquoi elle se bat. Cette succession de coups et de zigzags ne font pas une ligne.

***Quelle serait donc pour la France une bonne doctrine en matière de politique étrangère ?***

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS – Il faut repenser complètement notre doctrine géopolitique, cela fera d'ailleurs l'objet d'une convention du Parti socialiste. On n'est plus à l'époque de la guerre froide et de la coexistence pacifique; on n'est pas encore vraiment dans le multilatéralisme. Il n'y pas de société des nations comme on veut bien le dire, et les intérêts nationaux sont assez durement défendus. La question qui se pose est alors de savoir comment avoir une certaine cohérence dans l'action. Cette cohérence devrait avoir deux piliers : l'écologie et l'économie. Nicolas Sarkozy est obligé d'emmener un certain nombre d'industriels dans ses voyages officiels pour signer des contrats. En effet, pragmatiquement la diplomatie est obligée d'intégrer cette dimension des échanges économiques. Il faut donner à tout cela une cohérence, c'est ce que nous appelons « le juste échange »,

à savoir l'intégration de normes – écologiques, sociales... – dans les échanges internationaux.

De plus, si le multilatéralisme est une nouvelle donne des relations internationales, il faut tout de même s'interroger sur l'évolution de la relation sino-américaine. Il ne faudrait pas qu'elle débouche sur un nouveau « duopôle ». Ainsi, beaucoup de sujets devraient faire l'ob-

jet de discussions, mais rien n'est discuté. Le débat sur la politique étrangère de Nicolas Sarkozy est inexistant car il n'y a plus de politique étrangère mais une succession de coups.

**(Propos recueillis par Pascal Boniface  
et Marie de Jerphanion  
le 14 décembre 2009)**